

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERZEO

ZI Sud
Rue des Carrières
77270 VILLEPARISIS

Références : E/23- 3050

Code AIOT : 0006517028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2023 dans l'établissement TERZEO implanté RD5 77450 Isles-lès-Villenoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

La visite du 18 octobre 2023 s'inscrivait dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERZEO
- RD5 77450 Isles-lès-Villenoy
- Code AIOT : 0006517028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TERZEO est autorisée, par arrêté préfectoral n° 2019/02/DCSE/BPE/IC du 11 février 2019, à créer et exploiter une plate-forme de tri et valorisation de terres de terrassements de chantiers du BTP associée à une installation de stockage de déchets dangereux, sur le territoire de la commune d'Isles-les-Villenoy.

Dans le cadre de ce projet, la société TERZEO dispose par ailleurs de l'arrêté préfectoral n° 2020/19 UD 77-DRIEE du 20 mars 2020 complété portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées dans le cadre du projet précité.

Le phasage des travaux associés à ce projet, qui ont débuté en 2020, s'inscrit dans le calendrier imposé par l'arrêté n° 2020/19 UD 77-DRIEE du 20 mars 2020 complété précité. Celui-ci prévoit, en particulier, les mesures d'évitements, de réductions, de compensations et d'accompagnement, au regard de l'autorisation à déroger à l'interdiction d'atteinte à certaines espèces protégées (5 espèces d'amphibiens, 1 espèce de reptile, 2 espèces de mammifères, 66 espèces d'oiseaux, 8 espèces d'insectes et 1 espèce de flore).

En phase préalable, le projet prévoit un plan de résorption de terres polluées contenues dans un « sarcophage » situé en dehors mais à proximité immédiate de l'emprise de l'ICPE.

Ce plan de résorption, qui consiste, dans un premier temps, à pomper et traiter les eaux contenues dans le sarcophage puis, dans un second temps, à traiter les terres polluées constituant ledit sarcophage dans l'installation de traitement en cours de construction, a été entamé en janvier 2022, par le forage de puits de pompage dans le sarcophage, puis la pose d'une géomembrane d'étanchéité permettant de stopper les infiltrations d'eaux météoriques dans le sarcophage.

Depuis février 2022, les eaux contenues dans le sarcophage sont pompées, traitées dans un conteneur de traitement spécifique actuellement installé au niveau du sarcophage, puis infiltrées dans un bassin d'infiltration d'un volume de 20 m³, aménagé en dehors du sarcophage, avec un débit maximal de rejet de 1 m³/h.

Le jour de la visite, la première phase de pompage était achevée et les travaux de construction des installations étaient en cours.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Capacité des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I. | Sans objet |
| 2 | Règles de gestion des rétentions et stockages associés | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II. | Sans objet |
| 3 | Dispositions spécifiques aux aires de chargement/déchargement | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. | Sans objet |
| 4 | Stockage des déchets | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII. | Sans objet |
| 5 | Principes généraux de prévention des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 | Sans objet |
| 6 | État des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |
| 7 | Surveillance de l'installation | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 | Sans objet |
| 8 | Documents de l'installation | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 | Sans objet |
| 9 | Eaux pluviales | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 10 | Déchets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, réalisée dans le cadre de l'action régionale visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter les risques de pollution des cours d'eau, aucun risque spécifique n'a été identifié au sein de l'établissement.

L'inspection des installations classées a pu constater le déroulement des travaux conformément aux informations communiquées par l'exploitant.

Il est à noter que plusieurs modifications ont été entreprises par l'exploitant vis-à-vis du dossier de demande d'autorisation environnementale initial

- l'inversion du sens d'exploitation des casiers de l'installation de stockage de déchets dangereux, initialement prévu du nord au sud, qui seront exploités du sud au nord,
- l'aménagement, dans un premier temps, des seules infrastructures correspondant à la surface nécessaire à l'exploitation du premier casier pendant 2 ans, afin de ne pas exposer trop longtemps l'argile et de préserver ses propriétés et son imperméabilité. Les surfaces mises en œuvre seront de l'ordre de 3 000 m² en fond et de 2 000 m² en flancs,
- l'absence de remaniement de la couche du premier mètre de l'horizon des Marnes dans le cadre du terrassement du casier, celle-ci présentant les caractéristiques requises à la suite des différents sondages réalisés dans le cadre du terrassement,
- l'utilisation des matériaux argileux, déjà en place sur le site, pour la réalisation des infrastructures du premier casier, les essais réalisés dans le cadre du terrassement ayant démontré que ces matériaux présentent les caractéristiques minimales requises. Cette utilisation permettra de limiter les apports externes,
- la reconstitution d'une barrière de sécurité passive des flancs, à partir d'une hauteur de 5 mètres par rapport au fond de l'installation, constituée d'une couche d'épaisseur minimale de 50 centimètres, surmontée d'un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une perméabilité inférieure à $2,88.10^{-11}$ m/s. Cette proposition est accompagnée d'une étude d'équivalence démontrant que la solution proposée présente un niveau de protection du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, équivalent aux exigences définies à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux,
- la modification du système de collecte à terme des 4 casiers. Il est ainsi proposé, au lieu d'installer 2 pompes par puits de collecte, de relier le fond des 4 puits par un collecteur étanche. Cette solution permettra d'optimiser la place occupée par le matériel de pompage, installé en fond de puits, tout en optimisant sa maintenance. Elle permettra également de disposer d'un nombre plus élevé de pompes susceptibles de prendre le relais en cas de défaillance de l'une d'entre elles. Lors de l'exploitation du premier casier et tant que les équipements du deuxième casier ne seront pas opérationnels, 2 pompes seront installées dans le puits du premier casier afin d'assurer le degré de sécurité initialement prévu,
- en l'absence de prescriptions particulières, la mise en œuvre d'une barrière de sécurité passive d'une épaisseur de 1 mètre sous le radier en béton des bassins de lixiviats, avec une clé de 1 mètre autour des bassins. Cette barrière sera élaborée avec les mêmes matériaux utilisés pour la réalisation des casiers. Sur la partie latérale des bassins, l'étanchéité sera assurée par un GSB ancré dans la clé de la barrière de sécurité passive qui viendra ceinturer

les deux bassins. Une couche de matériaux drainants sera intercalée entre le GSB et le voile en béton, avec un puits permettant de contrôler les éventuelles fuites de l'ouvrage et pouvoir, le cas échéant, procéder au pompage. Cette couche drainante sera recouverte d'enrobé afin d'éviter l'infiltration d'eaux météoriques. Enfin, l'intérieur des bassins sera équipé soit d'une membrane en polypropylène thermosoudée, soit couverte de résine époxy pour assurer l'étanchéité.

Ces modifications ont fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 6 septembre 2023. Le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte desdites modifications, considérées non substantielles au sens de l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement, par courrier préfectoral n° E/23-2268 du 22 septembre 2023.

D'autre part, les modifications suivantes sont également projetées par l'exploitant :

- la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment d'accueil des terres,
- le réagencement de certains équipements (filtre presse et station d'épuration) au regard d'une optimisation de procédé,
- l'ajout d'un bungalow dédié à l'accueil des camions et la bascule, pour sécuriser la circulation des véhicules sur la plateforme.

Ces modifications ont quant à elles fait l'objet d'un autre porter-à-connaissance, déposé postérieurement à la visite, en date du 14 décembre 2023 et actuellement en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Il est à noter que lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a sollicité la transmission du registre chronologique des admissions de matériaux sur le site dans le cadre des travaux. Ce registre a été transmis par l'exploitant suite à l'inspection. Celui-ci fait apparaître une quantité de 7 600 tonnes de terres inertes apportées sur le site pour les besoins des travaux de terrassements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité des rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il n'a été constaté aucun stockage de matières dangereuses susceptibles de créer</p> |

une pollution des eaux ou des sols.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté l'état avancé des travaux de construction de la plupart des ouvrages et réseaux de gestion des effluents sur le site, à savoir en particulier :

- le bassin de rétention des eaux pluviales,
- le bassin tampon étanche n° 1,
- le bassin d'orage.

Les travaux de génie civil pour l'aménagement du bassin tampon étanche n° 2 ainsi que des cuves de lixiviats bruts et traités, étaient en cours.

Compte tenu des travaux en cours et de l'absence de stockage de substances dangereuses susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions spécifiques aux aires de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.

Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des sols

Prescription contrôlée :

A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé

| |
|---|
| de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. |
| Constats : Aucune activité de chargement ou de déchargement de matières dangereuses n'est encore effectuée sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Stockage des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Etenchéité des sols |
| Prescription contrôlée : Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. |
| Constats : Aucun stockage de déchets n'est encore réalisé sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Principes généraux de prévention des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas d'incident ou d'accident |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant a été interrogé concernant la mise en place éventuelle de procédures spécifiques en cas d'inondation, afin de prévenir tout risque de pollution. L'exploitant a précisé qu'aucune procédure particulière en lien avec le risque d'inondation par débordement de cours d'eau n'était prévu, compte tenu de la topographie du site excluant tout risque d'inondation. Il ressort en effet de la configuration du site que la topographie du site évite toute exposition à un éventuel risque d'inondation qui serait causée par un débordement du canal de l'Ourcq cheminant le long du site, ou de la Marne, située à plus de 200 mètres du périmètre de l'installation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : État des matières stockées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non |

| |
|---|
| dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. |
| L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. |
| Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. |
| Constats : Lors de la visite, aucune substance dangereuse n'était entreposée sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Surveillance de l'installation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation |
| Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident. |
| Constats : Lors de la visite, les travaux de construction de l'installation étaient en cours, sous la supervision de l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Documents de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plans des installations |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les plans, en particulier, pour les installations concernées ; • les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; • le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; • le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; • le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; • le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; • Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les plans des installations projetées, mentionnant notamment les zones à risques, les réseaux, ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Comme précisé ci-dessus, il a été constaté, lors de la visite, l'état avancé des travaux de construction de la plupart des ouvrages et réseaux de gestion des effluents sur le site, à savoir en particulier : <ul style="list-style-type: none">• le bassin de rétention des eaux pluviales,• le bassin tampon étanche n° 1,• le bassin d'orage. Les travaux de génie civil pour l'aménagement du bassin tampon étanche n° 2 ainsi que des cuves de lixiviats bruts et traités, étaient en cours. Il a également été constaté la présence sur le site, de deux débourbeurs-déshuileurs, en vue de leur installation et raccordement au réseau de gestion des effluents susceptibles d'être pollués. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets |
| Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. |
| Constats : Lors de la visite, aucun déchet n'était entreposé sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

